



**AgEcon** SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

---

Choc pétrolier et crise agricole : notes sur la situation de  
l'agriculture dans deux pays exportateurs de pétrole sans excédents  
de capitaux (Mexique. Nigéria)

J. Egg, François Lerin, Madame Laurence Tubiana

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Egg J., Lerin François, Tubiana Laurence. Choc pétrolier et crise agricole : notes sur la situation de l'agriculture dans deux pays exportateurs de pétrole sans excédents de capitaux (Mexique. Nigéria). In: Économie rurale. N°147-148, 1982. pp. 27-31;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1982.2831>

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1982\\_num\\_147\\_1\\_2831](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1982_num_147_1_2831)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

## Abstract

It is more and more difficult to think in a global perspective the evolution of third world agricultures. The international crisis seems to have accentuated the diversity of situations and the possibilities of responses.

Among the crisis important parameters, petroleum had counted for a decisive part and the market evolution of the product had engaged distinct sorts of processes in the different types of countries. In the case of the oil exporting countries without capital excédents the past decade had shown that the management of the new financial ressources was difficult as soon as it is transformed in importation and investments capacities.

The examples of Mexico and Nigeria show that the destabilization effects are important and that the peasant economy didn't resist well to the growth of inflation rate and massive imports ; this sector is not able to respond to the demand's growth satisfied by imports. It seemed to be one of the victims of financial ressources variations due to petroleum market prices inestability.

Against these factors of inestability, political response is mainly the isolation of distinctive circuits of production and consumption in global economic context, in wich the function of agriculture is rapidly changing.

## Résumé

Il est devenu de plus en plus difficile de tenir un raisonnement global sur l'évolution des agricultures du Tiers-Monde ; la crise internationale semble avoir accentué la variété des situations et des systèmes de réponse possibles.

Parmi les paramètres importants de la crise, le pétrole joue un rôle décisif et les évolutions de son marché ont déclenché des processus très différents dans les divers groupes de pays.

En ce qui concerne les pays forts exportateurs de pétrole mais sans excédents de capitaux, la décennie écoulée a montré que pour le secteur paysan, les effets déstabilisateurs semblent devoir l'emporter. L'économie paysanne résiste mal à l'accroissement de l'inflation et des importations ; elle ne répond guère à l'augmentation de la demande (comblée par des achats extérieurs massifs de biens alimentaires) et semble être une des principales victimes des fortes variations de revenu liées à l'instabilité du marché pétrolier.

A ces facteurs d'instabilité répondent des politiques de cloisonnement des circuits de production et de consommation dans un système économique en mutation où l'agriculture change rapidement de fonction.

## CHOC PETROLIER ET CRISE AGRICOLE

### Notes sur la situation de l'agriculture dans deux pays exportateurs de pétrole sans excédents de capitaux (Mexique, Nigéria)

J. EGG

INRA Montpellier

F. LERIN

IAM Montpellier

L. TUBIANA

INRA Montpellier

#### Résumé :

Il est devenu de plus en plus difficile de tenir un raisonnement global sur l'évolution des agricultures du Tiers-Monde ; la crise internationale semble avoir accentué la variété des situations et des systèmes de réponse possibles.

Parmi les paramètres importants de la crise, le pétrole joue un rôle décisif et les évolutions de son marché ont déclenché des processus très différents dans les divers groupes de pays.

En ce qui concerne les pays forts exportateurs de pétrole mais sans excédents de capitaux, la décennie écoulée a montré que pour le secteur paysan, les effets déstabilisateurs semblent devoir l'emporter. L'économie paysanne résiste mal à l'accroissement de l'inflation et des importations ; elle ne répond guère à l'augmentation de la demande (comblée par des achats extérieurs massifs de biens alimentaires) et semble être une des principales victimes des fortes variations de revenu liées à l'instabilité du marché pétrolier.

A ces facteurs d'instabilité répondent des politiques de cloisonnement des circuits de production et de consommation dans un système économique en mutation où l'agriculture change rapidement de fonction.

#### Summary :

#### THE AGRICULTURE IN TWO OIL EXPORTING COUNTRIES WITHOUT CAPITAL EXCEDENTS MEXICO AND NIGERIA

It is more and more difficult to think in a global perspective the evolution of third world agricultures. The international crisis seems to have accentuated the diversity of situations and the possibilities of responses.

Among the crisis important parameters, petroleum had counted for a decisive part and the market evolution of the product had engaged distinct sorts of processes in the different types of countries.

In the case of the oil exporting countries without capital excedents the past decade had shown that the management of the new financial ressources was difficult as soon as it is transformed in importation and investments capacities.

The examples of Mexico and Nigeria show that the destabilization effects are important and that the peasant economy didn't resist well to the growth of inflation rate and massive imports ; this sector is not able to respond to the demand's growth satisfied by imports. It seemed to be one of the victims of financial ressources variations due to petroleum market prices inestability.

Against these factors of inestability, political response is mainly the isolation of distinctive circuits of production and consumption in global economic context, in wich the function of agriculture is rapidly changing.

La nouvelle période de l'économie internationale qui s'est ouverte au début des années 70 a profondément modifié les conditions et les modalités de financement (nationales et internationales) des agricultures des pays du Sud.

La rupture d'un certain nombre de tendances qu'avait connues l'économie mondiale, s'est traduite par une série de transformations du rôle de l'agriculture dans les stratégies et les équilibres macro-économiques.

Ce processus a été très différent suivant les groupes de pays qui progressivement, (et notamment à l'occasion des «chocs» externes) ont dû être distingués du conglomerat

longtemps indifférencié désigné sous le nom de «pays du Tiers-Monde». Les capacités de réponse aux transformations de l'environnement international, ou plus immédiatement les déplacements liés aux modifications radicales des termes de l'échange, sont devenus des facteurs discriminants de la détermination des différents groupes.

Ainsi, progressivement, les notions (ou les agrégats) se sont multipliés. On est aujourd'hui obligé de constater que les effets exercés par l'environnement extérieur, les mesures de politiques nationales ou internationales, les problèmes et les arbitrages, ne peuvent être les mêmes lorsque l'on a affaire à des pays appartenant au groupe des

PMA (1), à celui des Nouvelles Puissances Industrielles (NPI), à celui des pays exportateurs de pétrole à excédents de capitaux, etc.

La diversité semble devoir l'emporter sur l'unité du Tiers-Monde, pour reprendre l'expression d'Yves Lacoste (2), et les formes de multipolarité du Sud redoublent une tendance à l'approfondissement de la multipolarité du Nord.

Pour les diverses économies nationales, le prix du pétrole (corollairement le coût de l'énergie, les rentrées ou les sorties de devises) est un des aspects les plus manifestes de cette transformation de l'environnement international.

Pour nous limiter aux seuls pays exportateurs de pétrole il faut bien sûr distinguer les pays faiblement exportateurs (Tunisie, Colombie ou Bolivie par exemple) des pays disposant de ressources et de capacités d'exportations plus importantes. Au sein des grands pays pétroliers l'incidence de ces capacités de financement sur le secteur agricole n'a pas le même sens, lorsqu'il s'agit de pays à faible population, à agriculture peu importante et excédents de capitaux, ou lorsqu'il s'agit de pays à forte demande, disposant d'une paysannerie nombreuse, dont la contribution du secteur à la PIB reste importante et pour lesquels la transformation des revenus pétroliers en capitaux productifs est une nécessité vitale de moyen et de long terme.

C'est sur ce dernier groupe de pays à forte capacité d'absorption que nous nous interrogerons, en prenant pour exemple le cas du Nigéria et celui du Mexique. Ce groupe représente un cas de figure illustrant les nouvelles conditions de financement des agricultures, puisque l'exploitation pétrolière contribue à la création de fortes ressources financières externes sous forme de devises. Ces pays semblent donc avoir levé une des hypothèses les plus généralement admises pesant sur le développement de l'agriculture : celle du défaut de financement national et extérieur.

Mais, en fait, aux effets déséquilibrants d'une croissance accélérée d'un secteur, celui des hydrocarbures et des industries dérivées, s'ajoute un véritable problème de gestion des ressources financières extérieures lorsqu'elles se transforment en capacité d'importation et d'investissement (essentiellement public).

## RESSOURCES PETROLIERES ET FINANCEMENT DE LA CROISSANCE

Depuis le tournant économique des années 1973-1974, la place des importations/exportations de pétrole dans les mécanismes de financements nationaux et internationaux occupe donc le devant de la scène. La longue période de sous-évaluation des prix de cette marchandise caractérisée par sa «rente de rareté» (*scarcity rent*) (3) ainsi que certaines conditions politiques et économiques mondiales ont transformé le réajustement nécessaire des prix en un

«choc» auquel a été confrontée l'économie mondiale dans son ensemble, pays industrialisés comme pays du Sud.

L'économie mondiale a réagi plus rapidement que ne le prévoient les hypothèses «catastrophistes». A posteriori la période 1974-1979 peut être même considérée comme la période de mise au point des politiques «d'ajustement structurel» ; politiques caractérisées pour le groupe de l'OCDE par des mesures prioritairement anti-inflationnistes et volontiers protectionnistes. Parallèlement, des politiques de long terme visant à un «désengagement à l'égard du pétrole» ou à une diminution de la «dépendance énergétique» étaient adoptées (4) dont les effets d'allègement de la demande ont été sensibles dès la fin des années 1970 (5).

Sous l'effet de la récession de 1974-1975, la consommation des pays de l'OCDE baissait de 6,5 % par rapport à 1973. La reprise en 1975-1978 aboutissait à une croissance de 3,7 % en sorte que, en 1978, la consommation totale des pays de l'OCDE avait progressé, toujours par rapport à 1973, de 4,3 %.

Pour les pays producteurs de pétrole la période de récession et de reprise s'est manifestée par un tassement voire une diminution (1975, 1977, 1978) des prix constants de leurs produits exportés qui devait déboucher sur le deuxième choc pétrolier (1979-1980), une nouvelle phase de réajustement-récession, puis une nouvelle phase de contraction de la demande.

Ces aspects cycliques du marché liés à un fonctionnement non synchrone des différentes économies ont des conséquences importantes pour des pays comme le Mexique et le Nigéria. La première est la variation importante des recettes à l'exportation, et donc des capacités de financement et de protection de l'agriculture ; la seconde est la transformation du financement externe en choc intérieur par le jeu des variations des termes de l'échange, les mécanismes monétaires et les implications d'un recours massif à l'inflation (importée ou non).

Ainsi, les deux chocs pétroliers ont modifié considérablement le flux et les conditions externes de financement des économies en général et des agricultures en particulier. Les six pays à excédents de capitaux disposent de 310 milliards de dollars accumulés à l'étranger (6). A l'inverse, le 2e choc pétrolier s'est traduit «par un déficit commercial insoutenable pour les pays en développement importateurs de pétrole. En 1980 leur facture pétrolière nette a représenté 5,3 % du PIB (74 milliards de dollars) contre 2,8 en 1978. Elle devrait atteindre 6,2 % du PIB d'ici 1990» (7).

Le Nigéria et le Mexique (comme d'autres pays exportateurs de pétrole sans excédents de capitaux) profitent largement de la tendance haussière du marché pétrolier et des réajustements brutaux des prix du baril. Ils subissent par contre-coup des effets beaucoup plus négatifs, sur leur structure de production, de cette instabilité et sont

1. Pays les Moins Avancés, sur lesquels s'est tenue à Paris une Conférence en septembre 1981.

2. LACOSTE Yves - Unité et diversité du Tiers-Monde, FM, Collection Hérodote, 3 vol., 1981.

3. Salah EL SERAFY - The oil price of 1973-74, The Journal of energy and development, Vol. 4, n° 2, automne 1979.

4. L'énergie et l'Economie, Symposium parlementaire de l'OCDE, 10-11 avril 1982.

5. Ils sont soulignés par la baisse continue du ratio quantité d'énergie/unité de PIB. Cf. Rapport sur le développement dans le monde, 1981.

6. Chiffre que l'on peut très approximativement rapporter aux 8,8 milliards de prêts accordés par la BIRD pour l'année 1981 et des 87 milliards correspondant à l'apport total de ressources extérieures reçues par les pays en développement en 1980 (Examen 1981, Coopération pour le développement, CAD-OCDE).

7. Rapport BIRD, 1981.

confrontés, par ce «biais», comme les autres économies, aux conditions délicates de gestion des équilibres macro-économiques qui semblent devoir prévaloir depuis le milieu de la décennie passée.

En d'autres termes, ils doivent à la fois utiliser leurs ressources financières exceptionnelles pour promouvoir une expansion accélérée et dans le même temps, appliquer des politiques d'austérité (8) afin d'éviter une combinaison des effets négatifs de l'économie pétrolière et du comportement cyclique et instable de l'économie mondiale.

## CROISSANCE DES IMPORTATIONS ALIMENTAIRES

La nécessité d'un développement rapide des productions agricoles est d'autant plus grande dans les pays pétroliers que les revenus extérieurs stimulent la demande. Comme la plupart des pays en développement mais de façon plus marquée encore, les pays exportateurs de pétrole sont devenus d'importants importateurs de produits agricoles.

### Importation de produits agricoles de quelques pays exportateurs de pétrole (en millions de dollars américains)

Pays	Moyenne 1969/73	Moyenne 1974/78	1979	1980
Mexique	270	1 092	1 768	3 541
Iran	245	1 845	2 306	3 091
Nigéria	167	1 072	1 846	2 294
Algérie	248	1 180	1 756	2 145
Indonésie	333	1 015	1 423	1 822
Vénézuela	241	1 029	1 457	1 785

Source : FAO, Annuaire du Commerce 1974, 1977, 1980.

Dans la majorité des cas ces importations entraînent un important déficit de la balance agricole. Cette «dépendance alimentaire» (qui risque de surcroît d'absorber une part non négligeable du revenu pétrolier) a provoqué dans les pays d'importants débats sur le rôle de l'agriculture dans le développement économique.

Ces pays répondent diversement à cette situation, selon leurs caractéristiques structurelles, les rapports de forces entre les producteurs agricoles et les autres agents économiques, et leurs modes d'insertions économiques et géopolitiques dans le système économique mondial.

Cependant, quelles que soient les stratégies choisies, relance de la production agricole vivrière et soutien aux petits producteurs, spécialisation dans des produits d'exportation et sélection des producteurs ou au contraire maintien d'une option plus industrialiste, elles doivent prendre en compte les effets propres au «syndrome pétrolier».

### L'évidence du déséquilibre

L'image d'Eldorado de la manne pétrolière, solution absolue au problème du développement, a largement disparu au profit d'analyses plus précises et plus complexes des effets réels produits par l'afflux de capitaux extérieurs. Le pétrole n'est, selon l'expression de la commission d'ex-

perts réunis pour l'étude de l'Etat du Tabasco au Mexique, qu'un «mixed blessing».

A l'échelon du développement régional, les effets de localisation de l'activité d'exploration, d'extraction, de raffinage et les activités pétrochimiques souvent liées, ont créé des véritables «états de choc». Les recherches du CNRS, Laboratoire 111 (Equipe sur les grands aménagements et les complexes industriels en Amérique Latine) (9) ont montré d'ailleurs que ce phénomène n'était pas nouveau au Mexique. Tampico, Poza Rica, et d'une façon générale toute la zone pétrolière du golfe, ont subi de plein fouet l'installation rapide de «petroleros», engorgeant les villes, augmentant les taux de salaires, déstabilisant le système de représentation social et politique, marquant dramatiquement le défaut d'infrastructure.

Au niveau de l'Etat central, les effets bénéfiques sont certes évidents : le Mexique de 1976 peut espérer, grâce à ces ressources, renouer avec les hauts taux de croissance qui ont été les siens de 1964 à 1965, et l'on imagine assez mal l'état dans lequel pourrait se trouver la Fédération Nigérienne si, dès 1964 mais surtout à partir de 1974, le pétrole n'avait pas apporté une substantielle «aide au développement» (78 millions de dollars toutes les 24 heures lorsque le baril était à 37 dollars).

En revanche, il est de plus en plus manifeste que les effets déstabilisateurs constatés au niveau régional, existent aussi au niveau national. Ces nations certes ont pu, contre les compagnies pétrolières, se réappropriier leurs propres ressources naturelles, mais ce faisant elles ont créé un monopole étatique tel qu'aujourd'hui plus que la nation c'est l'Etat qui est devenu rentier (10). Autour des sociétés pétrolières nationales et de cet Etat contrôlant la diffusion des revenus extérieurs, se crée une concentration de pouvoirs énorme.

Au delà de l'euphorie des cercles dirigeants gestionnaires de la ressource se trouve posée la question de la capacité d'absorption sur laquelle W. Arthur Lewis s'interrogeait dès 1967 (11) ou des modèles prévisionnels de croissance (12). Mais la prévision est quasi impossible : le «syndrome pétrolier» (13) a ceci de particulier qu'il est, depuis les hausses de 1973, d'une ampleur et d'une irrégularité telles que l'on ne peut que se borner à enregistrer ses effets les plus patents : inflation incontrôlée, accroissement de la masse monétaire, engorgement des infrastructures peu préparées à l'«économie d'importation», excès (sur lequel on construit les plans) puis pénurie de capitaux (lorsque la demande et/ou les prix mondiaux du pétrole sont à la baisse).

### Le cas du Mexique

En 1976, avec l'annonce de la découverte de macrogisements (14), s'amorce pour le Mexique une «logique pétrolière». Le phénomène est donc trop récent pour qu'il soit possible de distinguer nettement les «effets pétroliers» d'évolutions liées à d'autres causes. Mais indiscutablement, le pétrole a été un «accélérateur» qui a précipité certaines tendances.

8. Que la Banque Mondiale qualifie de politique de «sur-ajustement». Voir Rapport 1981, op. cit. p. 104.

9. Document de recherche du CREDAL (1 à 13) La 111, 1980.

10. L'enjeu pétrolier de la guerre du Biafra est aussi celui de la centralisation du pouvoir dans la Fédération (J. EGG, Monde Diplomatique, novembre 1980).

11. OCDE. - Réflexions sur la croissance économique du Nigéria, 1967.

12. Notamment pour le Mexique le projet NIEMEX (Wharton-Efa, Pennsylvanie).

13. BELTRAN DEL RIO A. - El sindroma petrolero, Comercio Exterior, Mexico, Vol. 30, n° 6, 1980.

14. Ces découvertes sont donc postérieures au 1er choc pétrolier (le Mexique était devenu importateur net de pétrole). Ces découvertes ont été un des événements récents les plus importants du marché pétrolier. Sa capacité de production et d'exportation projetait le Mexique au rang des tout premiers producteurs mondiaux. Avec la montée en production de l'Alaska et de la Mer du Nord, la découverte et l'intensification des gisements de divers pays du Tiers-Monde (notamment en Afrique), les gisements mexicains ont diminué le poids prépondérant de la zone Moyen-Orientale.

L'agriculture mexicaine est en effet entrée en crise dès 1965. Au cours du sexennat de L.A. Echeverria (1971-1976), le taux annuel de croissance du secteur agricole est descendu à 0,3 % en moyenne alors que le taux de progression démographique se situe à 3,5 %.

Aussi le Mexique qui est depuis fort longtemps importateur de lait, devient (en 1970 pour le blé, en 1972 pour le sorgho et en 1973 pour le maïs) chroniquement déficitaire en céréales. Depuis 1977, le pays a dû importer entre 6 et 10 millions de tonnes de «grains» (céréales et protéagineux).

Ces importations sont avant tout le résultat de la croissance quantitative de la demande intérieure et le produit des modifications du modèle de consommation. Celui-ci s'infléchit, plus lentement que dans d'autres pays en développement il est vrai, vers la substitution du blé au maïs (pour la consommation de céréales) et vers un accroissement de la demande pour les produits de l'élevage et les produits transformés. Cette évolution maintes fois observée a subi le coup d'accélérateur des revenus pétroliers.

Ceux-ci ont crû de manière rapide, passant de 8,40 milliards de pesos en 1976 à 23,3 en 1977 ; 41,42, 89,32 et 225,67 les années suivantes (15). Au cours des 7 premiers mois de 1981 les recettes s'élevaient déjà à environ 337 milliards. Selon les estimations de la BIRD les grains «résultant de l'amélioration des termes de l'échange en 1978 et 1980 ont représenté plus de 6 % du PIB. En 1980, le pétrole compté pour 45 % des exportations de marchandises et 30 % des recettes fédérales».

Ces recettes ont nourri une croissance du PNB de plus de 7 % par an depuis 1979 et multiplié les emplois dans un pays où selon certaines estimations on pouvait compter jusqu'à 30 % de chômeurs chez les urbains. Ces revenus supplémentaires se sont traduits par un boom de la demande : + 5,3 % en 1978, + 7,9 % en 1979, + 7,7 % en 1980 (16).

Mais cette demande est différenciée : les couches moyennes et aisées, fonctionnaires de l'Etat, salariés des industries (dont ceux de la PEMEX, la Compagnie Nationale d'Exploitation du Pétrole), constituent avec la bourgeoisie industrielle et commerciale mexicaine, un marché solvable en pleine expansion. Le marché alimentaire est approvisionné en partie par des importations mais aussi par des producteurs nationaux qui comme les éleveurs de porcs et de volailles, et les producteurs de lait, de fruits et légumes, ont montré leur capacité à répondre à cette demande.

En revanche, les marginaux urbains, les populations des zones défavorisées (communautés indigènes, zones rurales marginales, familles d'agriculteurs en «infra-subsistance») constituent une demande en aliments de base partiellement non solvable, elle aussi en croissance rapide sous l'effet de l'essor démographique et de l'exode rural. Subissant de plein fouet la hausse des prix alimentaires (supérieure à 27 % par an depuis 1977) ces groupes réclament un allègement des coûts de leur alimentation de base.

Il existe ainsi un double circuit de production-consommation l'un solvable et dynamisé par l'augmentation des revenus pétroliers, l'autre composé des producteurs ruraux pauvres et des urbains marginalisés

pour qui les effets dynamisants du pétrole sont faibles du point de vue des revenus, et négatifs du point de vue des prix.

En effet la hausse des prix alimentaires et des coûts étrangle les plus petits producteurs incapables de se maintenir sans avoir recours au crédit ou à l'usure.

Le gouvernement depuis 1979 s'efforce d'opérer des transferts en faveur de la production agricole et des petits producteurs. Mais il ne peut que reconnaître ce dualisme qui se reflète dans le cadre institutionnel qu'il a mis en place (17).

Le SAM (Système Alimentaire Mexicain) est un programme de relance de la production nationale mis en place en 1980. Il comporte une augmentation de 15 % du budget fédéral de l'agriculture, le relèvement des prix de garantie et la subvention des inputs agricoles à une grande échelle.

Les éleveurs susceptibles d'intensifier leur production et de dégager des terres pour les cultures végétales, et les producteurs petits ou moyens capables de s'intégrer au programme de modernisation ont bénéficié de ces aides. Dans le même temps, l'Etat consacre une partie des dépenses du SAM à améliorer le réseau de collecte, de stockage et de commercialisation pour faire face aux goulots d'étranglement.

Parallèlement au SAM, le gouvernement a lancé un programme de soutien aux marginaux ruraux ou urbains (COPLAMAR) qui organisent la distribution d'aliments de base subventionnés dans les zones les plus touchées par la malnutrition, et auprès des groupes sociaux les plus fragiles (bidonvilles, enfants, femmes enceintes, communautés indiennes, etc.). Les subventions à la consommation ont ainsi avoisiné depuis 1977 20 % des dépenses courantes fédérales. Mais cette «économie à deux vitesses» multiplie les coûts, et l'Etat doit arbitrer ces demandes multiples en fonction des équilibres financiers car le réseau des contraintes est fort : tout soutien aux producteurs et aux consommateurs se paye de subventions. En augmentant les prix de garantie (seule manière d'augmenter la production) et en maintenant les prix à la consommation (moyen d'enrayer un peu l'inflation et d'éviter le mécontentement urbain) ; en favorisant les programmes petits paysans et en autorisant la modernisation et l'équipement (par importation) des grands propriétaires, les finances publiques sont chaque fois mises à contribution. La moindre baisse du revenu pétrolier remet en cause ce fragile équilibre toujours poussé à son point maximal.

En 1981, la baisse des revenus pétroliers a ainsi obligé le gouvernement à diminuer les dépenses fédérales de 4 % ; elle a alourdi le déficit budgétaire. La dévaluation du peso (30 %) a suivi et a remis en avant la nécessité d'une politique anti-inflationniste abandonnée depuis 1979.

### Le cas du Nigéria

Au Nigéria l'essor des activités pétrolières est plus ancien. Avant la première grande hausse des prix du brut, le pétrole représentait déjà une fraction décisive des exportations (82 % en 1972). Depuis 1973-74 la part du pétrole est devenue écrasante : 75 % du budget fédéral en 1981, 35 % de la PIB pour la période 1974-77.

15. Source FMI, Annuaire, janvier 1982.

16. Source : Progreso Economic Y Social en America Latina, BID, 1980/81.

17. LERIN F., TUBIANA L. - Intentions et contraintes de la politique agricole mexicaine et chronologie 1976-1980, Problèmes d'Amérique Latine, LVII, juillet 1980.

Parallèlement l'agriculture connaît depuis le début des années 1960 un taux de croissance négatif : - 0,4 % pour la période 1960-70, - 0,3 % pour la période 1970-79. Cette décroissance de la production a particulièrement affecté les cultures de rente. Le Nigéria qui était le premier producteur mondial d'arachide, de palmiste et d'huile de palme, le deuxième de cacao, le premier producteur africain de caoutchouc et un producteur non négligeable de coton, ne commercialise plus aujourd'hui sur les marchés extérieurs que de faibles quantités (sans pouvoir parfois fournir le marché intérieur).

Les cultures vivrières elles aussi ont été affectées par le processus de dégradation, bien que la population rurale reste majoritaire (80 % environ en 1980) et que plus de la moitié (55 %) de la population active travaille dans l'agriculture (18).

Dès 1975 la balance agricole - toujours positive jusqu'alors - est devenue déficitaire. Les importations de produits laitiers sont multipliées par 3,5 (en quantité) de 1973 à 1978, celles de poisson croissent plus vite encore. D'importantes quantités de viande bovine congelée ou réfrigérée sont achetées au Brésil et en Yougoslavie. Les importations de céréales enfin, qui n'avaient jamais dépassé 500 000 tonnes avant 1975, se chiffrent en 1981 à 2,1 millions de tonnes dont 1,5 de blé et de farine de blé et 0,6 de riz.

La valeur des importations a ainsi doublé dans le courant de la deuxième moitié de la décennie 1970. En 1980, plus de deux milliards de dollars de produits agricoles importés représentaient 22,9 % des recettes pétrolières à l'exportation.

La croissance de ces importations tient d'une part à la croissance rapide de la demande sous l'effet des revenus pétroliers, mais aussi et surtout à l'échec de l'intervention de l'Etat dans l'agriculture et à son incapacité à mobiliser la production Nationale.

Avec l'effondrement de certaines productions d'exportation et la diminution importante des quantités collectées par l'Etat, celui-ci a vu s'affaiblir ses liens avec la paysannerie. En effet, dans le système d'agro-exportation, aucun mécanisme de collecte étatique de la production vivrière (mil, sorgho, igname, manioc...) n'était considéré comme nécessaire, puisque la masse des petits producteurs associait sur ses parcelles «culture de rente» et «culture vivrière». La petite paysannerie assurait la reproduction de sa force de travail au moindre coût. Les offices coloniaux, puis les *Marketing boards*, s'appuyant sur les réseaux du négoce privé pour collecter les produits destinés à l'exportation, était donc la seule forme d'encadrement des producteurs et le seul lien des paysans à l'Etat.

Ainsi, dans les régions céréalières du Nord, la disparition des exportations d'arachide et de coton contribue à cette perte de contrôle : poursuivant leur politique de bas prix les *Marketing boards* ne collectent plus une production qui trouve un débouché plus rémunérateur sur le marché interne.

Ainsi lorsque sous l'effet de l'**Oil Boom**, l'Etat devra approvisionner rapidement la population urbaine, il se tournera naturellement vers le marché international en l'absence de réseau de collecte de la production vivrière. Le recours aux importations distend encore davantage les liens entre l'Etat et les zones rurales, et se traduit par un cloisonnement des circuits (prix et produits) : alors que les

céréales étrangères (dont le prix rendu à Lagos est de moitié inférieur à celui des céréales locales) sont faiblement taxées pour permettre un approvisionnement à bon marché des villes, les prix sur les marchés ruraux s'élèvent.

Ce cloisonnement des circuits permet à l'Etat de faire face aux tensions alimentaires sans concurrencer les zones de production. Mais ce faisant il empêche aussi le développement élargi de la production et condamne les unités de transformation (meuneries, alimentation animale, embouche bovine, aviculture) nouvellement installées à rester coupées de l'approvisionnement local et à affronter, dans la commercialisation, la concurrence de produits importés.

Le niveau élevé d'augmentation des prix à la consommation (13,6 % en moyenne de 1978 à 1981), le coût croissant des importations, le rythme trop rapide de l'exode rural rendent la poursuite de cette gestion hasardeuse. D'autre part le gouvernement, pour financer des programmes agricoles ambitieux (destinés aujourd'hui autant à freiner l'exode rural qu'à augmenter la production), compte sur des revenus pétroliers pourtant très instables (19).

Ces quelques remarques sur la situation de l'agriculture dans deux pays exportateurs de pétrole sans excédents de capitaux peuvent se résumer en deux points principaux :

1. Au Mexique comme au Nigéria, ce que l'on peut constater c'est un **déplacement de la fonction de l'agriculture dans le système économique** et donc des ruraux (grands propriétaires et exploitants, paysannerie, marginaux...) dans l'équilibre social et politique. Ce déplacement est rapide. En effet, sitôt qu'intervient l'entrée massive des revenus pétroliers, l'agriculture comme source de devises et comme source de financement du développement bureaucratique et industriel cesse d'être un besoin vital des modèles économiques.

Dès lors, le rôle attribué à l'agriculture devient majoritairement :

- fournir, principalement aux populations urbaines en pleine croissance, les denrées de base nécessaires à la consommation alimentaire, et limiter ainsi les importations ;

- freiner l'exode rural pour maintenir un équilibre relatif entre des campagnes en crise et des villes débordées par les migrants ruraux, attirés ne serait-ce que par les miettes du revenu pétrolier.

2. Ainsi, l'agriculture dans son ensemble n'occupe plus la place d'un secteur d'accumulation sans être encore, sauf très partiellement, un secteur de consommation d'inputs nationaux (et en aval un fournisseur des agro-industries).

L'accroissement de revenu intérieur, trop rapide et générateur d'effets déstructurants pour l'économie paysanne, conduit à l'accélération des importations, au remplacement des dépenses publiques (subventions à la production et à la consommation) sans parvenir à stimuler l'ensemble du secteur.

Le cloisonnement des circuits de production et de consommation rendu possible par la forte capacité de financement de l'Etat, achoppe d'une part sur le coût croissant des importations et des mécanismes de protection et d'autre part sur la variation importante des recettes extérieures globales, liée à l'instabilité du marché pétrolier.

lars. La production exportée a fortement décliné, atteignant un plancher de 700 000 barils/jour contre une moyenne oscillant entre 1,7 et 2,4 millions au cours des années 1975-80.

18. Cette tendance est illustrée par l'indice de la production alimentaire par tête qui, pour une base 100 en 1969-71, est tombé à 87 en 1977-79.

19. En 1981, après la forte hausse décrétée en 1979-80, le prix du baril qui avait atteint 40 dollars a baissé de fait sur le marché aux alentours de 35 dol-